

# Eolien : lettre ouverte aux ministres de l'Énergie du G20

Monsieur le Premier Ministre de la Turquie, Mesdames et Messieurs les Ministres de l'Énergie des pays du G20, Mesdames et Messieurs les participants à la réunion du G20,

Vous préparez la réunion d'Istanbul, dont l'objectif est de coordonner les politiques énergétiques des pays du G20. C'est une occasion appropriée pour vous faire part des graves préoccupations qu'ont les gens ordinaires de cette planète en ce qui concerne la « transition énergétique ».

La production d'énergie éolienne et photovoltaïque dépend de la météo. Trente années se sont écoulées depuis l'apparition de cette électricité instable et coûteuse. Sans possibilité de la stocker à grande échelle, elle est de peu d'utilité. L'utilisation de centrales à combustibles fossiles pour la réguler la rend encore plus chère, et annule les économies réalisées sur les émissions de CO2.

L'entrepreneur et philanthrope Bill Gates a déclaré que le coût de la décarbonisation en utilisant la technologie actuelle est "plus qu'astronomique". Après avoir investi un milliard de dollars dans la recherche de nouvelles techniques pour exploiter l'énergie du soleil, il suggère que les gouvernements réaffectent leurs inutiles subventions « vertes » à la recherche et au développement. Il a également fait don de 28 milliards de dollars à l'humanité, soit près de la moitié de sa fortune.

Les subventions aux inefficaces éoliennes ont créé une « industrie mondiale de 1,8 billion de dollars », dont le coût handicape les économies sur lesquelles elles pèsent, tandis que les émissions de CO2 ne parviennent pas à baisser. Les dommages collatéraux, par contre, sont considérables, quel que soit le nombre « d'experts » embauchés pour dénigrer les éléments de preuve, tels que les impacts négatifs sur la santé révélés par des professionnels consciencieux. Pareillement, le massacre d'oiseaux et de chauves-souris par millions est nié, de même que les effets délétères sur le prix de l'électricité, sur l'emploi, sur la valeur des biens immobiliers et le potentiel touristique des régions. Des habitats fauniques et des écosystèmes marins sont sacrifiés, ainsi que des mammifères marins, des forêts, des paysages, le caractère reposant de la campagne et la qualité de vie en général. L'eau souterraine est contaminée, des pales d'éoliennes, non recyclables, s'accumulent dans les décharges publiques, l'extraction de terres rares pour les turbines tue des mineurs, des femmes et des enfants en Chine, tandis que partout les populations sont abreuvées de slogans mensongers tels que : « énergie verte », « le vent est gratuit », ou encore « des énergies renouvelables pour sauver la planète ».

Intérêts privés et politiciens sans scrupules se sont appropriés de l'Agenda « Vert », provoquant des dégâts sans précédent à travers le monde, notamment lorsque des éoliennes sont érigées dans des couloirs de migration ou des habitats protégés, tuant des espèces rares - l'Escandorgue, en France, est un exemple particulièrement scandaleux; le projet offshore Yeu-Noirmoutier en est un autre. Des articles de presse témoignent de soupçons croissants de corruption, et un livre décrit comment des récolteurs de fonds pour la dernière campagne électorale ont été nommés au sein de l'administration américaine, d'où ils distribuent des faveurs en retour : « Throw Them All Out » (traduction: Foutez les Tous Dehors).

Les émissions d'infrasons augmentent à mesure que les éoliennes deviennent plus gigantesques, causant davantage de victimes parmi les riverains. Celles-ci ne sont ni assistées ni indemnisées. En

outre, en Turquie par exemple, les droits de propriété ne sont pas respectés : des bulldozers pénètrent illégalement dans les propriétés privées, et des terres de grande valeur sont expropriées purement et simplement, en violation de la Constitution. Des injonctions du Conseil d'Etat ordonnant l'arrêt des travaux ne sont pas toujours appliquées par les autorités locales. Dans Bodrum, les résidents ont dû rester sur leurs gardes 24/7, armés de bâtons pour empêcher les travailleurs éoliens de pénétrer sur leurs terres. Malgré ces violations, de nombreux projets éoliens en Turquie sont activement soutenus par les gouvernements allemand ou danois, et financés par la BERD et/ou la Banque mondiale.

Les riverains souffrent à des degrés divers de la brutalité du développement de l'éolien. Prenez le Mexique, où des communautés entières de populations autochtones de l'isthme de Tehuantepec sont descendues dans la rue pour manifester contre l'invasion de leurs terres tribales par des centaines d'éoliennes indésirables. Employés de l'industrie éolienne et riverains y s'opposent dans la violence, causant mort d'homme. Le développement de cette industrie a causé encore des morts au Guatemala et au Kenya ; et à Dongzhou, en Chine, 20 manifestants ont été tués quand la police a tiré dans la foule.

Inefficacité et coût exorbitant ont crevé la bulle éolienne en Espagne, en Grèce, au Portugal et en Italie. Des pays plus riches, comme le Danemark, l'Allemagne et le Royaume-Uni, réduisent leur soutien, comme l'ont fait la Chine et l'Inde. D'autres - comme l'Australie, le Canada, la France et la Turquie, entrés dans le jeu tardivement, se sont lancés à l'aveuglette, mus par un agenda politique qui n'est peut-être pas exempt de corruption. Seuls les États-Unis peuvent maintenir cette désastreuse politique des énergies renouvelables, qui draine pourtant leurs finances publiques depuis 30 ans. Il peuvent le faire grâce à l'attrait exercé sur les investisseurs du monde entier par leurs obligations et bons du Trésor, donnant à Washington l'avantage unique de pouvoir imprimer de l'argent à volonté sans conséquences fâcheuses à court ou moyen terme.

Tout ceci n'augure rien de bon pour l'avenir de l'humanité. Dans le but de faciliter des prises de décision informées, basées sur des réalités actuelles, nous vous invitons respectueusement à examiner les documents fournis ci-dessous. Ils ne sont que la « pointe de l'iceberg », car nous en avons beaucoup d'autres que nous maintenons à votre disposition. Au nom de ceux qui souffrent aujourd'hui, et des victimes à venir, nous recommandons vivement aux pays du G20 qu'ils reconsidèrent leurs politiques énergétiques, en commençant par déclarer un moratoire.